

COMMUNAUTÉ DU PACIFIQUE

**CINQUIÈME CONFÉRENCE RÉGIONALE DES MINISTRES DE L'ÉNERGIE ET DES
TRANSPORTS DU PACIFIQUE**
(Port-Vila, Vanuatu, 8-12 mai 2023)

**POINT E5 DE L'ORDRE DU JOUR – RENFORCEMENT DES FINANCEMENTS DU
SECTEUR PRIVÉ ET DE SA PARTICIPATION À LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE DANS
LE PACIFIQUE**

(Document présenté conjointement par le Centre océanien pour les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique [PCREEE], CAMCO, le Réseau d'accès au financement climatique [CFAN] et le Réseau consultatif pour le financement privé [PFAN])

Objet

1. Le présent document a pour objet :
 - (i) d'informer les directeurs de l'énergie et les ministres de l'Énergie des progrès réalisés dans la mise en place du programme TIDES (« Transformer le développement insulaire par l'énergie et la durabilité »), dirigé par CAMCO – une plateforme spéciale de financement mixte pour le Pacifique visant à fournir un financement flexible aux promoteurs locaux de solutions axées sur les énergies renouvelables, ainsi que les services de conseil et de renforcement des capacités disponibles via le Réseau d'accès au financement climatique (CFAN) et le Réseau consultatif pour le financement privé (PFAN)
 - (ii) de solliciter un appui pour la mise en place du programme TIDES et la poursuite des activités du CFAN et du PFAN dans le Pacifique, ainsi que pour le renforcement des capacités dans les États et Territoires insulaires océaniques aux fins d'attirer et de mobiliser des financements privés.

Contexte

2. Les îles du Pacifique dépendent fortement de combustibles fossiles importés, coûteux et polluants. Il n'existe pas de solution universelle. Une combinaison de projets sur réseau/hors réseau et de projets de stockage sur batterie sera nécessaire pour garantir un accès fondé à 100 % sur les énergies renouvelables.
3. La tendance actuelle des investissements dans les énergies renouvelables à travers la région Pacifique montre que l'approche prédominante est une approche projet par projet, les financements provenant de donateurs bilatéraux et multilatéraux. Il n'existe pas de vecteur d'investissement adapté, propre à conduire l'engagement du secteur privé. La capacité du marché à réaliser la transformation sectorielle requise au titre des objectifs des contributions déterminées au niveau national (CDN) reste faible.
4. Le manque de projets et programmes fondés sur des données factuelles et susceptibles d'attirer des investissements, le manque de dispositifs et d'instruments de financement innovants, et l'expertise financière limitée des États et Territoires insulaires océaniques sont autant d'obstacles majeurs à la transition énergétique. Pour remédier à ces

problèmes, CAMCO, le CFAN, le PCREEE et le PFAN œuvrent à créer un éventail de projets énergétiques prêts pour investissement ainsi qu'à instaurer un mécanisme de développement du marché à l'appui du renforcement des capacités dans la région, pour faciliter le développement durable et ininterrompu du secteur des énergies renouvelables.

5. CAMCO est un gestionnaire de fonds spécialisé dans le climat et ses incidences, et expérimenté en financement durable. CAMCO gère plusieurs plateformes d'investissement, telles que TIDES, qui visent à financer des solutions innovantes pour lutter contre le changement climatique et entraîner des retombées positives sur les marchés émergents. TIDES est une plateforme de financement mixte pour le Pacifique, dont le but est d'offrir un financement flexible aux promoteurs locaux de solutions axées sur les énergies renouvelables et ainsi catalyser l'investissement dans des projets de toutes tailles à émissions nulles – des mini-réseaux aux gros systèmes raccordés.
6. Le CFAN est un réseau mondial coordonné par le Rocky Mountain Institute (RMI). Le RMI est une organisation indépendante à but non lucratif fondée en 1982 qui transforme les systèmes énergétiques mondiaux grâce à des solutions axées sur les marchés, pour un alignement sur l'objectif de 1,5 °C et pour un avenir propre, prospère et décarboné pour tous. Le CFAN entend débloquer et accélérer le financement climatique à grande échelle en déployant des conseillers en financement climatique hautement qualifiés pour compléter les capacités des administrations des pays en développement et des entités à accès direct. Ces conseillers détachés travaillent à l'élaboration de projets d'investissement vert pour le climat de haute qualité, ainsi qu'à la création de capacités nationales durables qui, à terme, maximiseront les résultats en matière d'adaptation et d'atténuation. L'Institut mondial de la croissance verte (GGGI) est un partenaire d'exécution du CFAN dans le Pacifique. Le GGGI est une organisation internationale intergouvernementale fondée sur un traité, qui se consacre à soutenir et à promouvoir une croissance économique forte, inclusive et durable dans les pays en développement et les économies émergentes. Le GGGI a déployé six conseillers du CFAN aux Fidji, à Kiribati, en Papouasie-Nouvelle-Guinée, aux Tonga, à Vanuatu et deux conseillers au Samoa, aux Îles Salomon et à Tuvalu. La Communauté du Pacifique (CPS), un autre partenaire d'exécution du CFAN dans la région, prépare actuellement le déploiement d'un deuxième groupe de conseillers auprès des États fédérés de Micronésie, des Îles Cook et de la Polynésie française.
7. Le PCREEE de la CPS est un vecteur régional servant à accélérer l'adoption des énergies renouvelables et des technologies à haut rendement énergétique dans les îles du Pacifique ; il a mené plusieurs forums d'investissement pour l'énergie durable dans la région.
8. Le PFAN est un partenariat public-privé multilatéral dont le but est d'identifier et d'encourager des projets prometteurs et novateurs pour les énergies propres et renouvelables en comblant le fossé entre investisseurs, entrepreneurs du secteur des énergies propres et promoteurs de projets. Le PFAN fournit des conseils dans des domaines tels que faisabilité économique, structure de projet, investissement et financement, établissement d'un plan d'activité et présentations aux investisseurs. Le PFAN est présent dans le Pacifique depuis 2019 et a constitué un réseau de 13 conseillers dans 4 pays : Fidji, Îles Salomon, Vanuatu, Papouasie-Nouvelle-Guinée.

Situation actuelle

9. Faisant fond sur ses expériences fructueuses en Afrique, CAMCO œuvre au développement de la plateforme de financement TIDES, pour aider à la concrétisation d'une région Pacifique stable, durable et prospère.
10. TIDES est aligné sur les priorités du Cadre pour la sécurité et la résilience énergétique dans le Pacifique (FESRIP) et a récemment signé un protocole d'accord avec la CPS pour collaborer à la promotion de solutions axées sur les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique, à l'appui du développement durable des États et Territoires insulaires océaniques.
11. Les principales caractéristiques de TIDES sont les suivantes :
 - a. Instrument de financement mixte : combinaison de financements privés, publics et garantis par les donateurs pour attirer des fonds privés dans le secteur des énergies renouvelables ;
 - b. Capital flexible : investissement dans les projets de toutes tailles (0,1 à 50+MW) et de tous types (gros systèmes raccordés, C&I et mini-réseaux).

Financement au niveau des promoteurs :

- TIDES s'associe en collaboration à des promoteurs locaux, aidant ainsi à accroître leur capacité, et créant des emplois locaux grâce au développement d'un pipeline initial de 50+ MW ;
 - Portefeuille diversifié pour le secteur privé océanique : recourt au financement hors bilan à l'appui de la création d'un portefeuille diversifié d'actifs qui réduit les risques pour le secteur privé ;
 - Déploiement rapide de capital : la normalisation permet des transactions rapides et reproductibles adaptées aux conditions locales.
12. Principales caractéristiques du mécanisme de développement du marché
 - Mécanisme d'assistance technique (5 millions de dollars) visant à renforcer les capacités i) des promoteurs d'énergies renouvelables, ii) des institutions financières, iii) des opérateurs de compagnies d'électricité et iv) des administrations et des organismes de réglementation.
 - Mécanisme de prêt en faveur du développement (7 millions de dollars) pour aider les promoteurs d'énergies renouvelables par une contribution aux coûts externes pour : i) collecte de fonds, ii) modélisation financière, iii) conception technique, iv) évaluation des incidences environnementales et sociales, v) engagement communautaire et vi) conformité réglementaire.
 - Mécanisme axé sur les résultats (RBF, 18 millions de dollars) pour combler l'écart de viabilité dans l'accès à l'énergie par mini-réseau dans la région.
 13. CAMCO termine actuellement le processus de collecte de fonds, l'objectif initial étant de clôturer au premier trimestre 2023.

14. Les divers projets du PFAN actuellement à l'étude dans la région comprennent :
- Réseau rural d'électrification desservant une zone géographique précise en milieu rural aux Fidji ;
 - Opérateur réseau de recharge électronique ;
 - Facilités financières destinées aux femmes du secteur agricole, à l'appui de systèmes alimentés par des énergies renouvelables ;
 - Financement IPP EPC (producteurs d'électricité indépendants/compagnie d'électricité) ;
 - Projet de financement pour énergie solaire hors réseau ;
 - Projet d'adaptation agricole dans le secteur du sucre.
15. Aux Fidji, le PFAN travaille en étroite collaboration avec le gouvernement, le PNUD et le GGGI à la conception d'un mécanisme de financement axé sur les résultats pour encourager les opérateurs du secteur privé à acquérir et exploiter des services d'électricité desservant plus de 300 communautés rurales, au moyen de mini-réseaux alimentés par des énergies renouvelables. Les travaux sont en cours et portent actuellement sur la faisabilité du préinvestissement.
16. Le GGGI/CFAN a à l'étude un large éventail de projets à différents stades de développement. Certains de ces projets énergétiques incluent :
- Renforcement de la résilience des communautés rurales aux Fidji grâce à des énergies propres, renouvelables et abordables, en partenariat avec le PNUD, le PFAN et le gouvernement, pour 25 millions de dollars.
 - Aux Tonga, système d'accumulateurs pour le stockage de l'énergie (BESS) en réseau ; projet actuellement en phase de développement, pour 20 millions de dollars.
 - BESS pour la stabilisation du réseau à Éfaté (Vanuatu), en attente d'une approbation finale, pour 11,5 millions de dollars.
 - Décentralisation du stockage sur batterie et réglage du système de contrôle pour la stabilisation du réseau au Samoa, estimé à 5 millions de dollars, actuellement au stade de l'étude de faisabilité.
 - Soutien à la transition vers les énergies renouvelables à Tuvalu, actuellement au stade de l'étude de pré-faisabilité, pour une évaluation des ressources en énergies renouvelables dans le pays.

Enjeux et points marquants

17. La mise au point d'une plateforme de financement telle que TIDES nécessite une adhésion politique de haut niveau, et la confiance des investisseurs est cruciale pour la collecte de fonds.
18. Si l'« écologisation » a le vent en poupe, de profondes lacunes subsistent néanmoins tant en aval qu'en amont des travaux de préparation des projets. Par exemple, les exigences réglementaires demeurent floues dans l'ensemble pour les opérateurs qui chercheraient à offrir un service d'électrification hors réseau.

19. Les entités du secteur privé disposent de données limitées pour formuler un plan d'activité ou une proposition.
20. Pour ce qui est des nouvelles technologies telles que la mobilité électrique, il n'existe pas encore de structures ou réglementations qui définissent l'espace de participation des entités du secteur privé.
21. Les capacités locales tendent à être insuffisantes pour pouvoir choisir, formuler et présenter des projets susceptibles d'attirer des investissements.
22. Pour que les producteurs d'électricité indépendants soient disposés à effectuer les investissements nécessaires, les compagnies d'électricité doivent être des acheteurs crédibles. Des garanties peuvent aider à atténuer le risque pour le secteur privé.
23. Les investisseurs manifestent souvent un intérêt pour les projets à grande échelle, généralement incompatibles avec le contexte des États et Territoires insulaires océaniques, ce qui entrave le développement de projets susceptibles d'attirer des investissements.

Recommandations

24. Les participants sont invités à :
 - i. **saluer** le partenariat de la CPS avec CAMCO, ainsi que les travaux du CFAN et du PFAN en matière de conseil et de renforcement des capacités dans le domaine des financements climatiques, qui visent à catalyser la participation et les investissements du secteur privé et à soutenir la transition énergétique dans la région ;
 - ii. **appuyer** la mobilisation de bailleurs de fonds et de financements privés pour la mise en place de TIDES, ainsi que le maintien des conseillers détachés par le CFAN et le PFAN et l'élargissement de leur déploiement à d'autres États et Territoires insulaires océaniques ;
 - iii. **prier** CAMCO et le PCREEE d'accélérer la mise en œuvre des activités de renforcement des capacités du marché régional et la conception du mécanisme axé sur les résultats.